



Ne payons pas leurs dettes !



Le gouvernement a décidé un nouveau plan de rigueur. La recette est connue : faire payer les salariés(ées), les chômeurs(ses), les jeunes, les retraités(ées). Pour protéger les patrons, les actionnaires et les banquiers.

Le secteur sanitaire et social est au cœur des restrictions.

Les salaires sont bloqués depuis 2 ans dans la fonction publique hospitalière et devraient l'être encore pour l'année 2012. Le gouvernement s'apprête dans les prochaines années à instaurer une prime « de fonction et de résultat » qui va individualiser les salaires et remettre en cause les déroulements de carrière. Le nombre de salariés pauvres explose !

La plupart des hôpitaux sont en déficit et de nombreux établissements ne pouvant plus emprunter auprès des banques ruinées par les emprunts toxiques sont au bord de la cessation de paiement.

Les conditions de travail se dégradent partout aussi bien dans le public que dans le privé : heures sup, plannings chamboulés, effectifs réduits, précarité accrue...

Pour 2012, un nouveau tour de vis est prévu avec le projet de loi de financement de la sécurité sociale.

Un déficit organisé !

Le déficit provient d'une très grande diminution des recettes publiques, conséquence des politiques fiscales :

Les entreprises du CAC 40 ne payent en moyenne que 8% d'impôt sur leurs bénéfices, malgré un taux officiel sur les sociétés de 33,33% (rappelons qu'il a été de 50% pendant des années, sans que ceci ne nuise au dynamisme de l'économie).

Le conseil des prélèvements obligatoires, dans un rapport de 2009, établit par ailleurs que le coût budgétaire annuel de « niches fiscales » au profit des sociétés est de 66 Milliards d'euros.

D'autres choix possibles !

Un autre partage des richesses est la seule réponse alternative légitime. Elle exige une autre répartition entre salaires et profits, un droit effectif à l'emploi, une réforme fiscale radicale et l'arrêt des suppressions de postes dans les services publics. Il faut mettre fin aux exonérations d'impôts des plus riches, lutter contre la fraude fiscale et les spéculateurs..

Le mardi 11 octobre doit être l'occasion d'exprimer notre refus de payer la crise.

**Manifestation
à 14 h Place de la République.**

Départ d'HEGP Hall A à 13 h30